

L'émancipation, pour quoi faire ?

Bonjour à tous,

Ravie de retrouver les personnes et de croiser les regards à défaut de voir les visages.

Invitation à une réflexion sur un sujet peu évoqué : le rôle des citoyens dans la vie de la laïcité.

La question de la laïcité est abordée la plupart du temps par les institutions et la responsabilité de l'État. Feu l'observatoire de la laïcité avait souvent affirmé que « seul l'Etat était laïque, pas les citoyens ». Peut-on imaginer un Etat démocratique à ce point différent des citoyens ? Que serait l'avenir d'une démocratie si la majorité des citoyens n'étaient pas démocrates. Que serait l'avenir d'une société laïque si les citoyens ne l'étaient pas ?

Si la loi de séparation de 1905 décrit les responsabilités de l'État, elle décrit en creux de celles des citoyens qui sont chargés de la respecter.

La laïcité vise à l'émancipation des citoyens.

L'émancipation est définie par le Larousse comme l'état de toute personne affranchie d'une tutelle. On s'affranchit d'un lien d'une entrave, d'un état de dépendance, d'une domination, d'un préjugé.

En quoi consiste-t-elle exactement ?

Abdenour Bidar la définit dans son « Histoire de l'Humanisme en occident » comme :

- Un affranchissement de toute contrainte extérieure (un environnement social, qui imposerait une croyance ou une façon de se comporter),
- et une libération intérieure de ses propres préjugés et de sa propre ignorance, par l'acquisition de savoirs et l'exercice de son sens critique. D'où le rôle fondamental que joue l'école laïque dans la construction du citoyen. Clemenceau disait d'elle « *N'est-ce pas là où l'on [fabrique] l'homme qui fabriquera l'avenir* ».

Selon Condorcet, l'instruction est la clé de la liberté. Il plaidait pour que chacun soit instruit correctement, car il voyait dans l'inégalité d'instruction une des principales sources de la tyrannie, donc de la privation de liberté.

L'émancipation de la pensée repose sur l'idée d'un progrès possible des êtres humains par l'acquisition de connaissance. Elle est ennemie des dogmes de toute nature, religieux en premier lieu mais aussi politiques.

L'émancipation est aux antipodes du suivisme que les réseaux sociaux entretiennent. Ou plutôt il existe un usage des réseaux sociaux contraire à l'émancipation. Selon Mila : « *Les réseaux sociaux abrutissent ma génération. [...] Ma génération est ainsi constituée : des jeunes qui se suivent, qui en suivent d'autres, sans se poser la question de savoir si c'est bien ou juste.* »¹

- conduit à l'affaiblissement du débat argumenté : on a des certitudes qui sont des croyances, pas des convictions acquises par le raisonnement. Celui qui pense différemment est considéré comme un ennemi qu'il faut combattre et éventuellement faire taire.
- l'égalité F/H, même incomplète, même en recul, même est une réalité et une conquête de l'émancipation par la mise en échec sur le plan légal au moins du système patriarcal.

Que peut-on faire de cette ouverture laissée à chacun ?

- Beaucoup ne se sont pas saisis de cette possibilité et ne souhaitent pas en jouir : ils recherchent des certitudes (followers sur Internet, adeptes de la théorie du complot, embrigadés dans des sectes...)

Cette fragilité offre une grande latitude à tous ceux qui veulent régner sur les esprits, aux adeptes de politiques autoritaires, aux capitalistes libéraux qui préfèrent des consommateurs dociles à des citoyens responsables. Ce que je qualifie de démarches cléricales : celles qui défendent qu'un petit nombre de « sachants » doit conduire un peuple immature par des injonctions auxquelles il est sommé d'obéir... Après le vote de la loi Falloux (1850) les élèves Maître devaient souscrire l'engagement suivant : « *je verrai toujours dans Monsieur le curé, le représentant de notre seigneur ; j'aurai grande confiance en lui, je suivrai docilement ses avis... je ne ferai aucune démarche, aucune visite, je ne sortirai pas du village sans la permission de Monsieur le curé.* »

Comment retirer tous les fruits de l'émancipation individuellement ?

- Sortir de l'inhibition ou de l'aliénation personnelle (migrants arrivant de pays où la liberté n'existe pas, femmes encore soumises aux règles patriarcales de leur pays ou de leur milieu d'origine...) par l'instruction, le partage et la confrontation des idées avec l'autre, le différent.
- Sortir des préjugés issus de l'ignorance qui engendrent rejet de l'autre (homophobie, racisme)

¹ Mila. Je suis le prix de votre liberté, Grasset 2021

Collectivement, quel rôle pour des citoyens émancipés dans la construction d'une République laïque ?

a) Citoyens et démocratie

- Ce sont les citoyens qui sont à l'origine du pouvoir et de la légitimité politique des représentants qu'ils ont élu.
- Pour cela, il faut être un citoyen instruit
 - Pour comprendre son rôle dans la cité, connaître les mécanismes démocratiques et les utiliser convenablement.
 - Pour s'exprimer par le vote
 - Pour maîtriser l'art du débat fécond (exemple accompagnateurs des sorties scolaires)
 - Pour exercer sa liberté d'expression dans le cadre de la loi, c'est-à-dire qu'il exerce sa critique des idées en sachant écouter les arguments de ceux qui soutiennent des thèses contraires aux siennes sans les disqualifier d'office ou leur lancer des anathèmes laïques.

Rappel de la liberté de penser et de parole que la laïcité a permis : Stendhal dans *Le rouge et le noir* : « *pourvu qu'on ne plaisantât ni de Dieu, ni des prêtres, ni du roi, ni des gens en place, ni des artistes protégés par la Cour, ni de tout ce qui est établi ; pourvu qu'on ne dît du bien ni de Béranger ni des journaux de l'opposition, ni de Voltaire, ni de Rousseau, ni de tout ce qui se permet un peu de franc-parler ; pourvu, surtout qu'on ne parlât jamais politique, on pouvait librement raisonner de tout.* »

- La démocratie vivante a besoin de citoyens engagés et encore plus dans le cadre d'une démocratie participative qui semble vouloir émerger et dont les règles de fonctionnement sont en cours d'élaboration.

b) Droits et libertés

La définition : la laïcité est la séparation des églises et de l'État et la neutralité de l'État en vue d'assurer l'émancipation des citoyens par le savoir et l'exercice de leur esprit critique.

Elle garantit :

- La liberté de conscience et d'expression de tous (explicitement)
- La liberté des cultes
- Le non-financement public des cultes.

La loi de 1905 définit les devoirs de chacun dans son titre V : Police des cultes. Lire les articles 31 à 36. Ces devoirs devraient être réaffirmés dans la nouvelle loi sur le respect des principes républicains.

- Respecter la liberté de conscience des autres

- Ne pas exercer des pressions sur les personnes pour qu'ils adoptent des croyances des convictions, se conforment à des prescriptions religieuses ou s'en affranchissent
- Respecter la liberté des cultes : ne pas s'opposer à un office religieux par exemple
- Ne pas réclamer le financement d'un culte, même de façon détournée

Le travail du législateur

- Liberté des choix des sujets traités et des débats
- Puis arbitrages pour respecter la constitution et conserver l'équité vis-à-vis de tous

Conclusion

L'émancipation ne saurait servir des objectifs uniquement personnels, car nous sommes différents, mais nous n'avons qu'une société à construire. Il faut impérativement produire du commun.

Garder en tête la ligne directrice de toute émancipation : le rejet des vérités absolues qui prétendent s'imposer à tous dans tous les domaines

Se garder des nouveaux cléricaux : sous la IIIe République on parlait de Parti cléricale pour qualifier tout ce qui soutenait le pouvoir des clercs et leur intervention dans la société temporelle. Les cléricaux d'aujourd'hui avancent plus subtilement mais sont extrêmement présents et actifs. Ils prônent l'identification des personnes en fonction de leur religion ou de leur conviction, se faisant ainsi les défenseurs d'une assignation à identité qui est le contraire de la liberté de choisir ses convictions ou ses croyances. Ils parlent de dialogue entre communautés culturelles comme étant la base de la paix sociale, ce qui conduit inévitablement à donner un rôle temporel aux acteurs religieux, à amplifier le phénomène religieux et à lui donner une importance qu'il n'a pas numériquement, comme à occulter la présence de ceux qui n'ont pas de religion. Ceci pourrait représenter le sujet d'une autre conférence.

Je laisse la dernière parole à Jean-Pierre Obin qui vient de remettre au Premier ministre un rapport sur la formation des enseignants à la laïcité et dans lequel il dit que les mesures qu'il préconise s'inscrivent en faux par rapport à la vision du monde du passé, « *celui où se des dogmes transcendants imposaient aux hommes une vérité révélée, où une tradition leur dictait ses lois et instituait l'inégalité des statuts et des droits dans les rapports sociaux jusqu'au sein des familles.* »